

## "Potsdam" dans The Guardian (17 juillet 1945)

**Légende:** Le 17 juillet 1945, commentant l'ouverture de la Conférence de Potsdam, le quotidien anglais de gauche The Guardian décrit la méfiance réciproque qui s'est instaurée entre les Alliés occidentaux et l'Union soviétique.

**Source:** The Guardian. 16.07.1945. Manchester: The Guardian. "Potsdam".

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/potsdam\\_dans\\_the\\_guardian\\_17\\_juillet\\_1945-fr-385df4bd-93b6-48f3-93ef-5f2c623aae10.html](http://www.cvce.eu/obj/potsdam_dans_the_guardian_17_juillet_1945-fr-385df4bd-93b6-48f3-93ef-5f2c623aae10.html)

**Date de dernière mise à jour:** 05/07/2016



## Potsdam

S'il est vrai, comme on le dit, que les trois Grands sont réunis en ce moment au Palais de Sans-Souci à Potsdam, aucun lieu ne saurait être mieux adapté, ni aucun palais plus mal nommé. Car bien qu'ils se retrouvent en conquérants dans le haut lieu du militarisme prussien, ils se réunissent aussi au centre d'un pays en ruines et d'un continent anéanti. L'Allemagne ressemble aujourd'hui au cadavre de quelque misérable traître du dix-septième siècle, brisé sur la roue de la guerre, éviscéré par les bombardements et maintenant écartelé par les Puissances occupantes. Mais l'Allemagne, qui a trahi l'Europe et qui l'a jetée dans cette crise terrifiante, fait aussi partie intégrante de cette Europe. Vaincue, elle demeure une menace presque aussi grande que lorsqu'elle était victorieuse; et le paradoxe de notre époque est que si l'Europe doit trouver une voie vers une vie nouvelle et plus heureuse, sa résurrection doit avoir lieu en Allemagne. Voilà ce qui fait du problème allemand de loin le plus urgent et le plus critique de tous ceux qui attendent les trois Grands. Si la Grande-Bretagne, la Russie, les États-Unis et la France (car la France ne peut être oubliée longtemps) ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une politique commune pour l'Allemagne, ils ne réussiront à accorder leurs politiques nulle part. Si l'Allemagne est divisée, l'Europe le sera aussi. Dans ce cas, la guerre ne serait peut-être pas inévitable, car les Puissances pourraient bien continuer leur chemin, cahin-caha, sur la base de zones ou de sphères d'influence, mais la paix serait certainement plus difficile et la civilisation de l'Europe qui, à la longue, est plus importante encore que la paix, serait gravement menacée.

Les obstacles qui s'opposent à une politique commune sautent aux yeux. On peut les résumer par l'expression «suspicion mutuelle». Tout en ayant abandonné des pans entiers du dogme marxiste, les Russes soupçonnent toujours au plus profond d'eux-mêmes que Marx avait raison lorsqu'il disait que les grands États capitalistes seraient inévitablement hostiles à un État socialiste. Ils s'entêtent à croire que tôt ou tard, la Grande-Bretagne et les États-Unis tenteront de construire une coalition contre eux et, comme ils ne comprennent pas les mécanismes de notre système démocratique et l'importance de l'opinion publique à l'Ouest, ils trouvent confirmation de leurs soupçons dans chaque éclat de tel ou tel politicien dépassé ou dans les éditoriaux verbeux de quelque journal local. Pour ce qui est de l'Europe, ils nous croient partisans de la réaction (car ils fondent leur jugement sur la Grèce, l'Italie et l'Espagne) et pensent que notre attachement déclaré aux principes démocratiques n'est qu'hypocrisie. Et même à propos de l'Allemagne, ils ne sont pas sûrs de notre sérieux à cause de notre lenteur à punir les criminels nazis et de notre refus de permettre aux partis anti-nazis d'avoir des activités politiques. Cette attitude est souvent irritante et généralement injustifiée, mais elle existe et, aussi longtemps qu'elle durera, elle poussera les Russes à chercher leur sécurité non dans une alliance avec l'Ouest, mais dans la construction à l'Est d'une forteresse aux murs faits d'États vassaux. Malheureusement, cette attitude augmente en retour les soupçons de ceux qui, à l'Ouest, craignent l'«impérialisme rouge» et croient que, sous la bannière du communisme, les dirigeants russes ont l'intention de dominer l'Europe. Et cette situation se perpétue, la peur engendrant la peur et le soupçon engendrant le soupçon, tandis que la Grande Alliance avance en trébuchant mois après mois, aiguillonnée par des rencontres occasionnelles entre les trois Grands. Ce n'est que lorsque les dirigeants des Nations unies se rencontrent que ces soupçons apparaissent honteux et absurdes, et qu'une soudaine flambée de confiance aboutit à une nouvelle profession de foi.

Les trois Grands ont pour devoir suprême de briser ce soupçon. Pour notre part, nous pouvons y contribuer en acceptant la politique russe en Allemagne (nous avons commencé à Berlin), en faisant fonctionner la démocratie en Grèce et en Italie et en offrant partout un accueil favorable à la coopération russe. À ce jour, on pourrait peut-être accuser le Foreign Office de vouloir tout et son contraire. Nous voudrions avoir droit au chapitre en Pologne, en Yougoslavie et dans les Détroits, mais lorsqu'il s'agit de Tanger ou du Levant, nous ne semblons pas aussi pressés d'accorder ce droit à la Russie. Quelle différence si nous avons immédiatement invité la Russie à la conférence sur Tanger au lieu de considérer avec une contrariété mal dissimulée sa demande d'être présente! Si les Nations unies doivent avoir une quelconque signification, nous devons être disposés à coopérer avec la Russie en Méditerranée tout comme nous coopérons avec les États-Unis dans les Caraïbes. De son côté, la Russie aiderait beaucoup si seulement elle abandonnait sa politique du secret et de la censure et permettait aux journalistes, alliés et autres, de se déplacer librement dans les pays de sa zone. Mais, même alors, les trois Grands devraient quand même trouver une politique commune, presque une philosophie commune, pour l'Europe. Celle-ci ne peut être fondée sur une non-intervention stricte, que ni la Grande-Bretagne ni la Russie n'ont observée concrètement, et que la Russie ne

considère même pas comme une vertu. Elle ne peut pas non plus s'appuyer sur le verbiage sentencieux de Yalta avec ses appels à la «démocratie». Elle apparaîtra bien plus probablement dans la coopération pratique en vue du contrôle de l'Allemagne et de la reconstruction économique de l'Europe. Il n'est pas tant besoin d'une nouvelle déclaration que d'un nouveau mécanisme permettant aux quatre alliés (car la France doit être incluse cette fois) de travailler ensemble au jour le jour à l'œuvre de reconstruction. La plus grande réussite de cette rencontre serait qu'il ne soit plus jamais nécessaire pour les trois Grands de se réunir à nouveau.